

Algues vertes. La guerre de tranchées

Agriculteurs et écologistes s'entendent-ils un jour au sujet des algues vertes et de la reconquête de la qualité de l'eau ? Pas sûr... Malgré les nombreuses rencontres et mesures mises en place, le dialogue reste difficile, chacun campant sur ses positions.

D'un côté, les écologistes Jo Hervé et Gilles Huet (Eau et Rivières) et André Ollivro. De l'autre, les agriculteurs, représentés, notamment, par Danielle Even et Edwige Kerboriou.

Photos H.Q. et Rangil Leprabon



André Ollivro. Le militant écologiste de la baie de Saint-Brieuc a quitté la commission locale du plan algues vertes : « Je préfère agir sur le terrain, en amont, avec les porteurs de projets. Je ne crois pas au dialogue, à partir du moment où les grosses coopératives participent à ces travaux. Leur but est de faire du volume. À partir de là, ça ne peut pas avancer. Je ne veux plus perdre du temps à des réunions où on discute pour rien. Le problème est que les agriculteurs sont bridés par l'agro-business ».

Argument contre argument

« Il faut éviter de mettre l'agriculteur en première ligne, de la rendre coupable de tous les maux. La dégradation de l'environnement n'est pas le seul résultat de pratiques agricoles mais d'un système technique, économique et bancaire qui les encadre », disent aussi Jo Hervé et Gilles Huet, respectivement président et délégué de l'association Eau et Rivières. « On se heurte aux chambres d'agriculture, aux syndicats et à l'agroalimentaire. Le dialogue est souvent amorcé mais rarement mené au bout. On est argument contre argument, surtout à l'ouest de la Bretagne ».

Lueur d'espoir : selon Eau et Rivières, plusieurs organismes agricoles, « dont une grosse coopérative », auraient sollicité une rencontre. Par ailleurs, « avec Jacques Jaouen (président de la chambre régionale d'agriculture), rencontré au détour d'une réunion, on s'est dit qu'il fallait qu'on se voit », ajoute Jo Hervé. « Mais trouvez-t-on un point sur lequel s'entendre ? ».

Après les épisodes du cheval puis des sangliers dont la mort est liée aux algues vertes, et les tempêtes médiatiques qui ont suivi, difficile de renouer le contact entre écologistes et agriculteurs. Et pourtant, l'urgence commande : l'Europe demande le bon état écologique de l'eau pour 2015. Les représentants agricoles et des associations de défense de l'environnement n'ont donc d'autre choix que de se retrouver. Notamment dans les commissions chargées d'élaborer

les Sage (Schémas d'aménagement et de gestion des eaux) et les contrats de territoires du plan algues vertes.

« Sortir du jeu de rôle »

« On est allé très loin dans la caricature. Quand on se fait traiter de tueur, quand des collègues n'osent plus dire qu'ils sont agriculteurs, c'est grave. Ça remet en cause notre travail mais aussi les personnes », confie Danielle Even, éleveur de porcs à Saint-Donan

(22), représentante de la chambre d'agriculture au bassin-versant du pays de Saint-Brieuc. « J'apprécie ces lieux de démocratie où on peut discuter ». Du moins avec certains, « qui vont voir dans nos exploitations le travail qui a été fait. Cela n'exclut pas les tensions, de s'envoyer des volées ou de claquer, parfois, la porte. Mais il y a du respect mutuel... À un moment, il faut mettre les mains dans le cambouis. On ne peut pas rester dans le jeu de rôle, comme

certaines associations. Avec elles, c'est la guerre des tranchées ».

« On est face à un mur »

« Ça reste tendu, même si les rapports sont courtois », ajoute Edwige Kerboriou, exploitante laitière. Participant aux travaux du plan algues vertes du bassin de la baie de Lannion, en tant que membre du comité professionnel agricole, elle regrette que les efforts des agriculteurs ne soient pas reconnus : « Nous sommes pourtant

dans un secteur où nous avons déjà entamé la reconversion à l'herbe et où les taux de nitrates ne dépassent pas les 25-28 mg/l. On arrive à se mettre d'accord sur certains points mais, dès qu'elles s'expriment publiquement, les associations écologistes gardent un discours dur. On se retrouve face à un mur ».

Le scepticisme d'Ollivro

« Le monde agricole ne veut pas me voir », se plaint, de son côté,

Condamnés à s'entendre...

Ils se rencontrent, se parlent... mais campent sur leurs positions. Impossible de parvenir à ne serait-ce qu'un début de consensus pour l'éradiquer, ce fléau des algues vertes. En principe, c'est simple : il faut fermer le robinet à nitrates. Mais voilà, outre le fait que tout le monde n'est toujours pas d'accord sur le constat, les uns et les autres s'opposent sur la manière d'y arriver.

Zones humides, couverts végétaux l'hiver, moins d'engrais, mise aux normes des exploitations... D'accord, on sait faire pour réduire « les fuites d'azote », disent les agriculteurs « conventionnels », arguant « d'excellents résultats ». Mais pas question de toucher aux volumes de production. Il en va de milliers d'emplois dans l'agroalimentaire. Si toutes les exploitations se mettaient à l'herbe, il n'y aurait pas assez de terres. Et, si on généralisait le bio, ce ne serait plus rentable.

C'est tout le système qu'il faut changer, rétorquent les défenseurs de l'environnement. Injecter 50 M€ par an dans la reconquête de la qualité de l'eau, comme on l'a fait depuis le début des années 90, ça suffit : rien ne change. Mieux vaudrait orienter les aides PAC (650 M€ sur cinq ans) vers une agriculture « durable ».

À courte échéance, la date butoir de 2015 devrait, toutefois, inciter à quelques rapprochements. Le comité scientifique de suivi du plan algues vertes souligne que, dans certains bassins, on est loin de prendre les bonnes mesures. Si tel est encore le cas dans trois ans, l'État imposera des mesures réglementaires. Adieu dialogue et chartes d'engagement volontaire par exploitation.

En tout cas, cette guerre de tranchées attise encore le regret face à la mise en place avortée des novateurs CTE (Contrats territoriaux d'exploitation) au début 2000, alors qu'un nombre conséquent d'agriculteurs s'y était engagé. En attendant, les marées vertes sont toujours là. Et les Allemands concurrencent les Bretons sur leur propre terrain, prenant des parts de marché en employant de la main-d'œuvre bon marché venue des pays de l'Est. La loi du productivisme...

Dossier réalisé par Hervé Queillé

Le film « La marée était en vert » diffusé demain

Le réalisateur Sylvain Bouttet a poussé la porte des réunions « algues vertes ». Dans « La marée était en vert », documentaire de 52 minutes (demain sur France 3), il raconte l'ambiance des débats, les échanges, parfois vifs, mais aussi le respect mutuel.



« J'ai pu filmer les réunions en toute liberté, durant quatre mois », assure Sylvain Bouttet.

Avez-vous été facilement accepté dans les réunions ?

Lannion Trégor Agglomération m'a introduit à la première réunion où l'Inra rencontrait les agriculteurs, à Saint-Michel-en-Grève (22). L'élue de la chambre d'agriculture a dit : « Pourquoi pas ? ». Les autres participants ne s'y sont pas opposés. Le fait que je travaille dans le long terme a indéniablement rassuré tout le monde. Mais dès les premiers échanges vifs, on m'a demandé d'arrêter de filmer ! J'ai répondu que dans ces conditions, je m'en allais. Finalement, j'ai pu filmer les débats pendant quatre mois, en toute liberté.

Les antagonismes sont-ils mar-

qués ?

Il faut se garder d'être manichéen. J'ai senti du calcul mais aussi de la sincérité chez tous les participants : paysans, scientifiques, politiques, fonctionnaires, associations... Les frontières ne sont pas aussi tranchées qu'on pourrait le penser entre tenants du bio, du productivisme ou du « durable ». Au fil des réunions, les uns et les autres prêchaient de moins en moins pour leur paroisse. Après les réunions, les gens se parlent, avec beaucoup de respect mutuel. En fait, ces rencontres sont un théâtre humain, avec beaucoup de vie, même si elles accouchent souvent de souris.

Ne serviraient-elles donc

à rien ?

Non. Le dialogue est essentiel. Le rôle du représentant de la chambre d'agriculture n'est pas évident car on sent bien le poids de gros intérêts économiques derrière ces questions. Tout en ayant le souci de faire avancer les choses dans le bon sens - en l'occurrence vers un système herbager - en veillant, cependant, à ce que ce modèle ne soit pas étendu à tous les bassins-versants... Au final, les gens présents étaient contents d'avoir trouvé un accord de dernière minute, même s'ils n'ont fait que valider ce qui était préconisé, au départ, par l'État. De même, si j'ai filmé des gens formidables, très impliqués dans les comités professionnels

agricoles pour des actions novatrices, ils ne constituent que 10 % de la profession. Les autres paysans du bassin, qui n'ont pas participé à ces réunions, sont-ils prêts à se remettre en cause ?

Des regrets ?

De n'avoir pas pu filmer le prolongement, au conseil scientifique. Je me suis donc cantonné à un huis clos pour montrer comment des gens qui n'ont pas trop de pouvoir peuvent faire avancer les choses, tout en n'allant pas trop loin.

> Pratique

« La marée était en vert », demain, à 15 h 20, sur France 3.